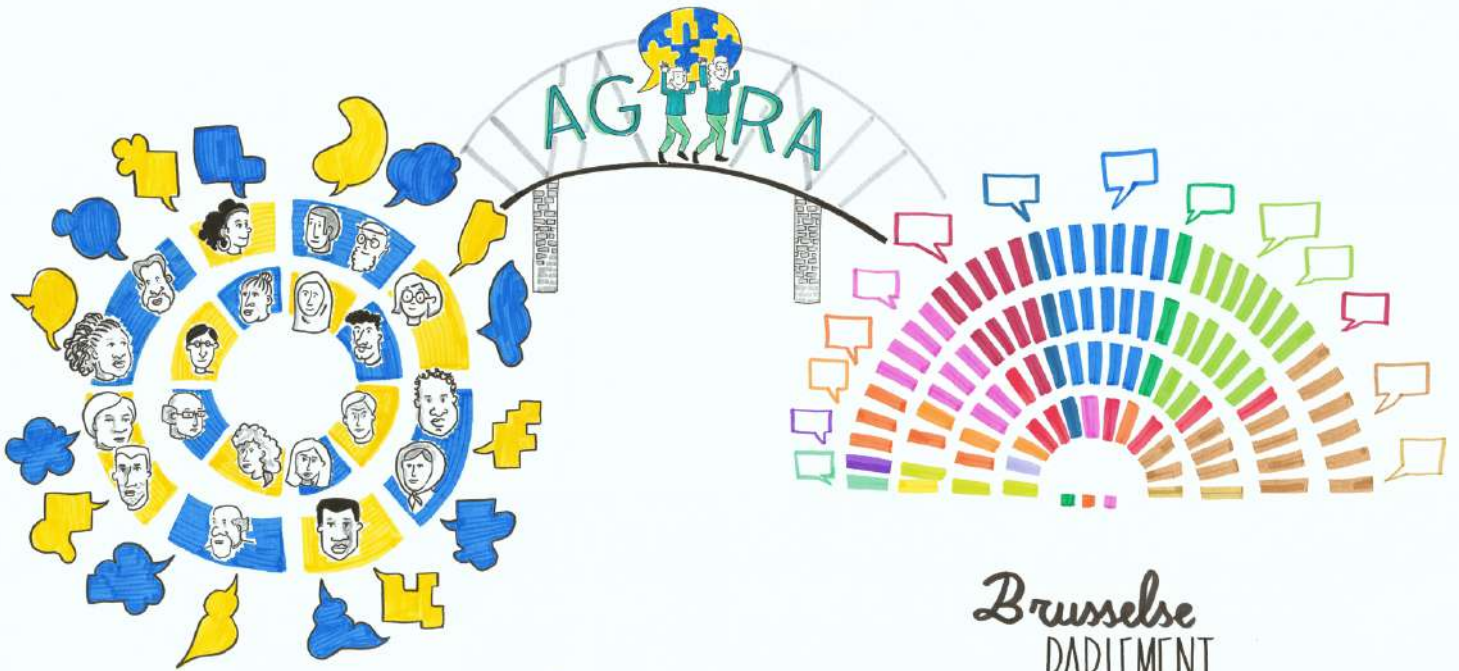


Et si on créait des contre pouvoirs aux élections ?

Quelques leçons tirées du mouvement Agora.Brussels



ASSEMBLÉE CITOYENNE BRUXELLOISE (A.C.B.)
BRUSSELE BURGER ASSEMBLEE (B.B.A.)
BRUSSELS CITIZENS' ASSEMBLY (B.C.A.)

Brusselse
PARLEMENT
Bruxellois
Brussels PARLIAMENT

JUDITH
DUFAUX

Michaël Damman

Publication RCR² 2026

Réalisée dans le cadre de l'Education Permanente
Rubrique « Imaginaire politique »

 Réseau de
Collectifs en
Recherche de
Résilience

Auteur,

Anthropologue de formation, Michaël Damman s'intéresse d'abord à l'intelligence collective pour encadrer des dynamiques bénévoles dans le secteur associatif (jeunesse, socioculturel, psychosocial, asile, etc.). Par la suite, il exerce le rôle de facilitateur et de superviseur d'équipe dans le secteur non-marchand. Ses réflexions et expérimentations l'amènent à pratiquer et à proposer dans ses interventions différentes modalités de gouvernance partagée inspirée par la sociocratie. Curieux de voir le potentiel de ces approches en politique, durant le COVID, il devient co-désigner et co-facilitateur général des quatre Assemblées Citoyennes Bruxelloises organisées par le mouvement Agora.Brussels¹.

Entre deux assemblées, il dédie une partie de son temps à l'analyse des méthodes et résultats obtenus par d'autres dispositifs d'innovations démocratiques telles que les commissions délibératives bruxelloises et wallonne ou le Dialogue Permanent en Communauté germanophone. Michaël Damman est actuellement responsable du pôle Éducation Permanente du RCR².

(1) Le mouvement citoyen Agora.brussels s'est présenté aux élections régionales bruxelloises en 2019 avec pour objectif d'institutionnaliser une Assemblée Citoyenne tirée au sort qui aurait un pouvoir législatif. Suite à l'obtention d'un député, le mouvement a organisé 4 Assemblées citoyennes afin d'amener le plus fidèlement possible les propositions citoyennes au Parlement régional bruxellois.

Pourquoi ça intéresse le RCR² ? (aujourd'hui) ?

Parce que le dernier rapport de la Ligue des droits humains² tire la sonnette d'alarme sur le recul des contre-pouvoirs en Belgique. Parce que la Belgique est à l'avant garde de l'expérimentation en matière de participation citoyenne. Parce qu'une réflexion sur le rôle de la participation citoyenne nous semble un moyen de répondre à cette menace par cette opportunité.

Pour être plus clair, il nous faut d'abord restituer un cheminement. Rappelons notre crédo : l'intelligence collective au service d'une résilience écologique et solidaire. Ce crédo exprime la conviction qu'un changement de mode de vie est à la fois nécessaire et entre nos mains, dans la manière dont nous nous traitons les uns les autres, dont nous traitons notre environnement le plus direct, dans la manière plus ou moins démocratique, équitable et inclusive dont nous nous organisons pour assurer nos besoins.

C'est pourquoi, longtemps, le coeur de notre action a consisté à questionner le caractère non-durable de nos modes de vie, à sensibiliser à l'importance du respect des limites planétaires, à faire connaître des perspectives alternatives³ en portant sur elles un regard critique, car rien ne serait pire que de troquer un cul de sac contre une illusion.

Avec l'espoir que ces initiatives fassent tâche d'huile, puis système, nous les accompagnons avec des méthodes issues de l'intelligence collective, nous organisons des interventions pour qu'elles s'inspirent entre elles, nous inventons des outils, partageons les questionnements,

limites, biais et bonnes pratiques liées à ces alternatives dans différents écrits afin qu'elles soient robustes et pérennes. Nous avons renseigné chacun de ces collectifs sur notre cartographie en ligne qui compile désormais avec les apports de différents partenaires⁴ plus de 1000 initiatives rien qu'en Fédération Wallonie Bruxelles.

Pour faire système, le prochain pas, nous semble désormais de voir comment sortir chaque acteur de bonne volonté de son silo. Autrement dit, comment faire collaborer initiatives citoyennes, monde associatif, pouvoirs publics et entreprises. Comment faire émerger des îlots de résilience.

L'opportunité, c'est que des dispositifs tels que les assemblées citoyennes nous semblent être l'un des moyens de restaurer l'indispensable séparation des pouvoirs.

Mais pendant que nous réfléchissons comment susciter ces îlots de résilience, à l'autre bout de l'atlantique, dans certains pays européens, et dans une certaine mesure en Belgique, certains signaux nous poussent à nous demander si la démocratie représentative telle qu'elle fonctionne est vraiment capable de faire face à la situation de multi crises dans laquelle nous sommes. C'est la menace.

Ce sont ces deux raisons qui ont amené le RCR² à ouvrir une nouvelle ligne éditoriale "Imaginaire politique". Une ligne dédiée à des enquêtes, des retours d'expériences et des réflexions sur l'état de la démocratie belge, les failles de la démocratie représentative ainsi que les forces, les faiblesses et les opportunités contenues dans les innovations démocratiques telles que les assemblées citoyennes.

(2) <https://www.liguedh.be/etat-des-droits-humains-rapport-2025/>

(3) Nous pensons ici aux Donneries, Groupe d'Achat Solidaire de l'Agriculture Paysanne, Potagers Collectifs, Repair Café, Systèmes d'Echanges Locaux, etc. Voir notre cartographie des initiatives : <https://asblrcr.be/cartographie/>

(4) Repair Together, Réseau des Gasap, Fédération des Récupérathèques, Début des Haricots, Financité, Réseau Transition, etc.

Introduction

Cette analyse m'a été commandée par l'ONG Eclasio, suite à ma participation au Forum ouvert pour la démocratie⁵ d'octobre 2025. Cet événement inspirant, focalisé sur le recul des contre pouvoirs habituels, sur les manières d'envisager de les défendre et de les restaurer, fut pour moi l'occasion d'évoquer la possibilité d'en créer de nouveaux.

Avec l'espoir de susciter de fécondes collaborations entre le monde associatif et les initiatives citoyennes demandeuses d'approfondissement démocratiques, je livre ici les principales balises de mon cheminement visant à donner un rôle de contre pouvoir aux assemblées citoyennes :

Pourquoi différentes initiatives revendiquent-elles de nouvelles manières de faire démocratie, telles que des assemblées composées de citoyens tirés au sort ? À quelles nécessités répondent-elles ? Quelle est leur capacité de proposition ? En quoi une assemblée

citoyenne constitue-t-elle — ou non — un contre pouvoir ? Quelles victoires et quelles perspectives à ces initiatives ?

Voici les questions auxquelles je vais essayer de répondre au cours de cet article que j'introduirai en me présentant quelque peu, de façon à assumer la subjectivité de mes propos.

D'où je parle

Après 25 ans dans le secteur associatif, désireux de contribuer à l'invention d'une manière plus participative de définir l'intérêt général, en 2020, je deviens l'un des assistants parlementaires d'Agora.Brussels.

Ce mouvement citoyen s'est présenté aux élections régionales bruxelloises de 2019 avec un objectif unique : organiser des assemblées citoyennes pour en porter le résultat le plus littéralement possible au parlement⁶.



Photo 2 : Gauche : participant.e.s à la quatrième assemblée citoyenne bruxelloise organisée par Agora.brussels.
Droite : intervention de Pepijn Kennis (élu d'Agora) au Parlement Bruxellois.

(5) <https://www.eclasio.org/event/forum-ouvert-ruptures-partout-reinventons-la-democratie/>

(6) Pour celles et ceux qui veulent en savoir plus sur l'expérience d'Agora.Brussels (asbl dissoute en 2025), avec Periferia AISBL, nous avons écrit un guide - Do Agora Yourself - dont la version PDF est disponible gratuitement ici : <https://periferia.be/do-agora-yourself/>

Dans ce cadre, j'ai contribué avec de nombreux bénévoles à la mise en place de quatre assemblées composées de citoyens tirés au sort. Cinq ans plus tard, les constats principaux m'apparaissent comme évidents :

Mission accomplie : nous voyons très bien de quoi les assemblées citoyennes sont capables, j'y reviendrai ;

Mission impossible : amener dans un parlement les propositions d'une telle assemblée via un élu qui sera traité comme faisant partie de l'opposition, est peine perdue. Presque tout est rejeté.

À quelles nécessité répondent les assemblées citoyennes ?

À l'instar d'autres initiatives, Agora.Brussels visait l'approfondissement de la démocratie par l'institutionnalisation de ce type d'assemblées.

Ce qui nous mobilise principalement, je crois, c'est de trouver une réponse satisfaisante au fait que, malgré un attachement qui reste très répandu à l'idée de la démocratie⁷, un nombre toujours plus grand de personnes (désormais majoritaire⁸) ne se sent plus représenté par la manière dont nous prétendons faire démocratie.

Quelle force de proposition ?

Trois dimensions me semblent à évaluer distinctement : quantités, qualités et impacts.

Quantités :

Ces 5 dernières années, Agora.Brussels ne fut, de loin pas, la seule initiative à tenter cette approche :

- Il y eut d'autres listes citoyennes⁹ inspirées par les mêmes principes ;

- Il y eut d'autres initiatives, comme le panel We need to talk¹⁰ sur la réforme du financement des partis politiques ;

- Il y eut d'autres dispositifs mis en place par les pouvoirs publics, en communauté germanophone, en région bruxelloise et en Wallonie¹¹ ;

- Dans le monde, des assemblées citoyennes ont déjà été organisées par plus d'une centaine de structures dans au moins 55 pays sur les 6 continents¹².

Bref, plusieurs centaines de propositions¹³.

(7) 2022 VT : 8 belges sur 10 restent attachés au cadre démocratique. Et seuls 4% rêvent d'un dictateur : https://www.vrt.be/vrtnws/fr/2022/11/14/pas-moins-de-20-des-belges-seraient-prets-a-renoncer-a-la-democ/?utm_source=chatgpt.com

(8) 2022 La Libre / RTBF : <https://www.rtf.be/article/sondage-rtbf-la-libre-bye-bye-la-democratie-un-belge-sur-quatre-donnerait-le-pouvoir-a-un-leader-unique-11100798>
2024 Knack : <https://www.knack.be/nieuws/belgie/politiek/knack-enquete-1-miljoen-vlamingen-zijn-tegen-de-politiek-justitie-en-de-media/>
2025 RTL : <https://www.rtl.be/actu/belgique/politique/avez-vous-confiance-en-la-classe-politique-notre-sondage-revele-un-chiffre/2025-10-20/article/767536>

(9) Kayoux à Ottignies, La liste des citoyens de la Hulpe, le Mouvement Citoyen de Sprimont, etc.

(10) <https://www.weneedtotalk.be/fr/home>

(11) Par ordre d'apparition :
2020 <https://www.buergedialog.be/>
2021 <https://democratie.brussels/pages/cd>
2022 <https://www.klimaatraad.brussels/>
2023 <https://www.parlement-wallon.be/commissions-deliberatives>

(12) <https://democracyrd.org/>

(13) Et ce, sans tenir compte de dizaines d'initiatives communales.

Qualités :

Mais l'aspect qui m'apparaît le plus important réside dans ce qu'apporte cette "manière de faire de la politique" :

1. Formuler l'intérêt général de façon plus exhaustive :

Lorsque plusieurs partis gouvernent ensemble, ils défendent le plus souvent les intérêts de leurs électeurs.

Au contraire, tirés au sort selon une stratification garantissant la diversité (genre, âge, diplôme, région, langue...), les membres d'une assemblée citoyenne ne représentent ni parti, ni lobby. Dans ce cadre — animé par des facilitateurs qui assurent une distribution équitable de la parole équitable, nourri d'une information pluraliste de qualité — l'écoute et la co-construction sont courantes. Malgré des intérêts divergents, ces assemblées aboutissent à des propositions soutenues par plus de 85 % des participants.

2. Décider à la mesure de l'enjeu en intégrant le long terme :

Ponctuée par des élections, la vie politique est intrinsèquement prisonnière d'enjeux à court terme.

Aucun participant d'une assemblée n'étant candidat à une prochaine élection, au contraire, devant des enjeux graves ou dont les conséquences n'apparaîtront qu'à long terme, comme le dépassement des limites planétaires, une assemblée décide sans craindre de décevoir des électeurs. La forme de responsabilité qui s'exprime ici est plutôt : nous et nos proches, nous allons devoir vivre dans les conséquences de nos décisions.

3. Simplifier, rassembler et améliorer ce qui existe déjà :

Structuré par des élections, la vie politique est un enchaînement de promesses et d'inaugurations.

Au contraire, les personnes tirées au sort n'ont aucun besoin de réaliser des coups de com, d'inaugurer des symboles de leur action, pour assurer une bonne campagne. Elles se projettent dans leurs décisions en pensant plutôt : que faire pour rassembler et améliorer ce qui existe déjà ? Que faire pour que cela tienne compte de toutes nos réalités ? Leurs propositions ne sont pas polluées par les intérêts électoraux.

4. Délivrer des décisions en temps utile :

Durant une campagne électorale, les différents partis se mettent en compétition en se distinguant de façon marquée. Lorsqu'ils doivent s'entendre pour former ensemble des majorités, cela peut rendre les compromis compliqués à obtenir.

Pour des raisons expliquées plus haut, une assemblée citoyenne arrive à un lot de propositions simples et cohérentes validées en 6 à 12 jours étalés sur 6 mois maximum.

Impacts :

Impacts indirects :

Comblent le fossé entre citoyens et institutions : participer à une assemblée relève d'une éducation à la citoyenneté par la pratique. L'information reçue, la compréhension des politiques déjà menées et de leurs effets permettent d'identifier le champ du possible — et ses limites. Lorsqu'elles sont mises en œuvre, les propositions renforcent l'accessibilité des institutions.

Restaurer le vivre-ensemble : toute société est légitimement traversée de visions, de valeurs et d'intérêts divergents, parfois antagonistes. Mais lorsque la polarisation devient cristallisation, faire société devient difficile. Les délibérations encadrées des assemblées recréent de la confiance, favorisent l'expression de publics peu habitués à prendre de la place, provoquent la rencontre entre groupes qui ne se côtoient pas et stimulent curiosité, empathie et compréhension mutuelle.

Impacts directs :

Pour qu'une proposition issue d'une assemblée citoyenne soit appliquée, il faut que les partis au pouvoir, le décident. Cela donne lieu à une mise en application partielle, partielle qui peut dans certains ne pas avoir lieu du tout¹⁴.

Vu l'énergie déployée, il me semble qu'on est régulièrement en droit de se dire : *tout ça pour ça ?*

(14) Analyse du blocage autour des résultats du panel citoyen "We Need To Talk" sur la réforme du financement des partis politiques : <https://www.rtb.be/article/reforme-du-financement-des-partis-politiques-pourquoi-ca-bloque-11338904>
Feedback de Caroline Sagesser, historienne et chercheuse au CRISP : <https://www.facebook.com/reel/1395354471448267>

En quoi une assemblée citoyenne est-elle un contre pouvoir ?

Cantonnée à un rôle consultatif, en rien. L'expression "participation washing" illustre comme il est devenu courant qu'un "verni participatif" accompagne certaines décisions. Tout au plus, cela démontre que la légitimité de l'élection n'est plus toujours estimée suffisante.

Pire, parfois le monde politique se sert des propositions des assemblées pour donner une caution démocratique¹ à ses décisions. En instrumentalisant certaines recommandations, il peut parfois relativiser les revendications d'autres acteurs de la société civile.

En mode consultatif, on peut donc même se demander si les assemblées citoyennes n'ont pas contribué à faire reculer d'autres contre pouvoirs.

Conclusions : victoires et perspectives

Formellement, les assemblées citoyennes ont conquis le monde — et la Belgique en particulier. Elles ont démontré leur capacité à formuler des propositions plus inclusives que celles issues de la participation, à intégrer le temps long et à construire des ponts entre institutions et citoyens, comme entre citoyens eux-mêmes.

Mais cantonnées à un rôle consultatif, même lorsqu'elles sont institutionnalisées, leurs capacités se diluent dans l'électoratisme et les logiques partisanes.

Peut-on pour autant les juger à ces résultats ? Qu'aurait-on dit du suffrage universel s'il était resté consultatif ? Juge-t-on de la pertinence d'une manifestation au suivi politique qui en est fait ? Il me semble que non.

Et si la société civile militait pour faire des assemblées citoyennes des contre pouvoirs aux élections ?

La Ligue des droits humains indique un recul général des contre-pouvoirs en Belgique : justice sous-financée dont des milliers de décisions restent sans suite, législatif largement subordonné à l'exécutif, lui-même dépendant des présidences de partis, concertation sociale souvent réduite à une consultation formelle au traitement politique opaque. Et si pour restaurer une séparation effective des pouvoirs l'on donnait aux assemblées citoyennes un pouvoir législatif autonome, par exemple, en soumettant ses propositions à référendum, à l'image de ce qui se pratique en Irlande ?

La société civile disposerait ainsi, quelle que soit la majorité en place, d'une chambre où ses revendications seraient examinées avec rigueur et transparence.

C'est la perspective avec laquelle j'ai fondé Démocratie XXL¹, le 15 septembre 2025 (Journée internationale de la démocratie). Celle avec laquelle j'arpente la société civile depuis.

À votre disposition pour en parler avec celles et ceux que cela inspire.

(15) <https://www.ieb.be/-A-participe-dans-les-limites-du-cadre-impose->

(16) <https://democratiexxl.be/>

Cet article est disponible gratuitement sur le site internet www.asblrcr.be.

Le RCR², Réseau de Collectifs en Recherche de Résilience est une association promouvant la restauration des conditions d'habitabilité de la planète par l'invention, l'expérimentation et la diffusion de modes de vie écologiquement résilients, inclusifs et solidaires. Les outils, analyses et études du RCR² sont des moyens de délibérer et d'élaborer sur ces enjeux en portant des regards critiques aussi bien sur nos modes de vie actuels que sur ce qui se présente comme ses alternatives. Leur visée est d'approfondir la compréhension de ces enjeux pour stimuler l'élaboration des réponses inclusives, collectives, écologiques, solidaires, lucides et inspirantes. Ces documents sont le résultat d'entretiens, d'échanges entre collectifs ou groupes de citoyen.ne.s s'étant prêtés à nos outils d'animation ainsi quedes recherches menées en groupe de travail composé.e.s de volontaires et de différents partenaires associatifs.

Toute diffusion et reproduction est autorisée et encouragée sous réserve de citer la source. N'hésitez pas à nous partager vos propres contributions ainsi que d'éventuelles questions, commentaires ou propositions. A votre disposition pour aborder, au sein de votre collectif, les thématiques traitées.

Pour nous contacter : info@asblrcr.be

Publié en 2026

Avec le soutien de

